

8. Arbeidsorganisatie

Rekening houdend met de bijkomende inspanning die door de industrie van de suiker en haar bijprodukten gedaan wordt om de tewerkstelling te bevorderen, aanvaarden de partijen :

8.1. in de optiek van een maximale benutting van het productieapparaat, het beginsel van de ontkoppeling tussen de individuele arbeidstijd en de bedrijfstijd;

8.2. nieuwe modaliteiten van versoepeling van de arbeidsorganisatie te bepalen op het vlak van de ondernemingen in akkoord met de ondernemingsraad en/of de syndikale afvaardiging.

Een beperkt comité opgericht in de schoot van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid wordt in kennis gesteld van bovenvermelde akkoorden.

9. Het geheel van de schikkingen opgenomen in de huidige collectieve overeenkomst vormt het kader waarin de betrokken ondernemingen zich plaatsen, en vertegenwoordigt de maximale inspanning waartoe de ondernemingen gehouden zijn overeenkomstig de herstellwet.

10. Met uitsluiting van de bepalingen van punt 7, kan rekening gehouden met de uitzonderlijke omstandigheden in bepaalde ondernemingen, aan de vooropgestelde doelstelling voldaan worden mits elke andere bepaling die een gelijkwaardige maatregel inhoudt.

11. Sociale vrede.

Sociale vrede wordt in de ruimste zin begrepen als zijnde het wederzijds eerbiedigen, dit wil zeggen zowel langs de werkgeverszijde als langs werknemerszijde, van de geschreven of stilzwijgende overeenkomsten :

- op nationaal vlak;
- op gewestelijk vlak;
- op het vlak van de ondernemingen.

De syndikale organisaties en de werknemers verbinden er zich toe geen enkele eis te stellen noch op nationaal, noch op gewestelijk vlak, noch op het vlak van de sectoren en ondernemingen, en geen enkel conflict uit te lokken of te doen uitbreken, om welke reden of op welk niveau het ook moge wezen.

De werkgeversorganisaties en de individuele ondernemingen verbinden er zich toe geen enkel bijkomend of ander voordeel toe te kennen dat de uitvoering van onderhavig akkoord overtreft. Zij verbinden er zich toe de beschikkingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst stipt uit te voeren.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 31 juli 1986.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN

N. 86 — 1339 (86 — 1078)

13 JUNI 1986. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen. Erratum

Belgisch Staatsblad van 10 juli 1986, bladzijde 10355.

In artikel 1 van de Franse tekst worden tussen de woorden « fonctionnaires » en « honoraires » de woorden « ou fonctionnaires » ingevoegd.

8. Organisation du travail

Compte tenu de l'effort supplémentaire consenti par l'industrie du sucre et de ses dérivés en faveur de la promotion de l'emploi, les parties acceptent :

8.1. le principe de la dissociation du temps de travail individuel et du temps de fonctionnement des installations, dans l'optique d'une utilisation maximale de l'appareil de production;

8.2. des nouvelles modalités d'organisation du travail, à fixer au niveau des entreprises en accord avec le conseil d'entreprise et/ou la délégation syndicale.

Ces accords seront portés à la connaissance d'un comité restreint constitué au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire.

9. L'ensemble des dispositions reprises dans la présente convention collective de travail constitue le cadre dans lequel les entreprises concernées se placent, et représente le maximum de l'effort qui leur est demandé par la loi de redressement.

10. A l'exclusion des dispositions du point 7, l'objectif visé ci-avant pourra, compte tenu des circonstances exceptionnelles de certaines entreprises, être rempli par toute autre disposition pour autant qu'elle constitue une mesure équivalente.

11. Paix sociale.

Au sens large, on entend par paix sociale, le respect mutuel, c'est-à-dire tant du côté des employeurs que du côté des travailleurs, des conventions écrites ou tacites :

- au niveau national;
- au niveau régional;
- au niveau des entreprises.

Les organisations syndicales et les travailleurs s'engagent à ne pas poser d'autres revendications au niveau national, au niveau régional, ni au niveau des secteurs et des entreprises, et à ne pas provoquer ni déclencher de conflit pour qu'elle raison ou à quel niveau que ce soit.

Les organisations d'employeurs et les entreprises individuelles s'engagent à n'accorder aucun avantage complémentaire ou autre qui dépasse l'application du présent accord. Elles s'engagent à appliquer strictement les dispositions de la présente convention collective de travail.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 31 juillet 1986.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE

F. 86 — 1339 (86 — 1078)

13 JUIN 1986. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes. — Erratum

Moniteur belge du 10 juillet 1986, page 10355.

Dans l'article 1er du texte français les mots « ou fonctionnaires » sont insérés entre les mots « fonctionnaires » et « honoraires ».

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS**REGION WALLONNE**

F. 86 — 1340

3 JUILLET 1986. — Arrêté de l'Exécutif réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région Wallonne

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi du 28 février 1982 sur la chasse et notamment les articles 1er et 10, modifiés par la loi du 20 juin 1983 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles et notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu la directive 79/409/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et notamment son article 8, 1, a);

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985, fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu la concertation des Exécutifs concernés en date du 7 mai 1986 conformément à l'article 6, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 13 juin 1986 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1986-1987 dans la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant l'intérêt général que présente tant au point de vue cynégétique que forestier l'aménagement de la chasse par une sélection rationnelle du gibier en vue d'apriver à une amélioration des espèces et de tendre à une diminution sensible des dommages causés à la forêt;

Considérant que les arrêtés d'ouverture de la chasse doivent être pris avant le début de la période de chasse;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région Wallonne,

Arrête :

Article 1er. Sans préjudice des dispositions des articles 1er et 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 13 juin 1986 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1986-1987 dans la Région Wallonne :

— le tir à l'approche et à l'affût des cerfs mâles et femelles est autorisé du 15 septembre jusqu'au 31 décembre inclus dans les territoires visés à l'article 2 du présent arrêté;

— le tir des moutons mâles et femelles est autorisé du 1^{er} octobre au 31 janvier inclus dans le territoire visé à l'article 2, 2^o du présent arrêté.

Art. 2. Les dispositions de l'article 1er sont applicables :

1^o sur le territoire des communes de Bouillon et de Florenville, situé à l'intérieur de la clôture passant notamment le long de ou par :

— le lieu-dit « La Maison Blanche »;

— une partie du ruisseau « de la Madeleine »;

— une partie de la route Cugnon-Dohan;

— la limite est des bois communaux de Bouillon;

— la route allant du lieu-dit « Les Quatre Chemins », à Grand-Hez (Bouillon), jusqu'à la limite de la propriété de Montagnac;

— la limite nord des bois communaux de Florenville (ancienne commune de Muno);

2^o sur le territoire des communes de Saint-Hubert et de Nassogne, situé à l'intérieur des deux clôtures, situées respectivement au nord-est et au sud-ouest de la route Nassogne-Champlon et passant notamment le long de ou par :

— la borne 6 de la route Nassogne-Champlon;

— le lieu-dit « Fontaine au Stok »;

— l'ancienne ferme du Bois de Grune;

— la limite ouest du bois dit « Bois de Grune »;

— la limite nord des bois dits « Haie du Creugenoux », « Haies de Grune » et « Haie de Bè Djouwé »;

— la borne 10 de la route Nassogne-Champlon;

— la limite est du bois communal de Saint-Hubert « Béoli d'Avonne »;

— le domaine des Jésuites;

— la vallée de la Diglette;

— la limite nord de la forêt domaniale de Saint-Hubert;

— la limite sud-ouest du bois dit « Bois des Dames »;

3^o sur le territoire des communes de Beauraing, Gedinne, Daverdisse, Libin, Tellin et Wellin, situé à l'intérieur de la clôture passant notamment le long de ou par :

— la route Dinant-Bouillon entre la 27^e et la 21^e borne;

— la limite sud des campagnes et bois particuliers de Beauraing (anciennes communes de Froidfontaine, Honnay, Pondrôme et Vonêche, Tellin (Resteigne) et Wellin (anciennes communes de Chanly, Halma, Sohler et Lomprenz);

— la route de Tellin à la barrière de Transinne;

— les limites nord et ouest des bois communaux de Libin (ancienne commune de Transinne);

— la limite nord des campagnes de Libin (ancienne commune de Redu);

— une partie de la Lesse;

— une partie du ruisseau de Gembes;

— la limite nord des campagnes de Daverdisse (ancienne commune de Gembes);

— la limite entre les anciennes communes de Gembes et Haut-Fays, puis Wellin et Haut-Fays, jusqu'à la route Wellin-Gedinne;

— la route de Wellin-Gedinne jusqu'au lieu-dit « Scottons »;

— la limite nord des campagnes de Daverdisse (ancienne commune de Haut-Fays);

— la route de Haut-Fays-Gedinne jusqu'au lieu-dit « Gribelle », sur la route Dinant-Bouillon.

Art. 3. En dehors des périodes d'ouverture de la chasse fixées par l'arrêté ministériel du 13 juin 1986 précité, le transport et le trafic du gibier tué en application des articles précédents, ne sont autorisés que sur les parties du territoire des communes précitées comprises à l'intérieur des clôtures définies à l'article 2.

Toutefois, est autorisé le transport de ce gibier vers les hospices de Bouillon, Marche-en-Famenne, de Neuf château, de Rochefort, de Saint-Hubert ou de Villers devant Orval et vers les établissements hospitaliers suivants :

— clinique N.D. de la Miséricorde à Libramont;

— Hôpital Princesse Paola à Marche-en-Famenne;

— Centre hospitalier de Saint-Ode à Lavacherie;

— Institut neuro-psychiatrique à Bertrix;

— Résidence du Val des Seniors à Chanly.

Un accusé de réception sera demandé à ces hospices. Ce document sera adressé avant le 31 janvier 1987 à l'ingénieur principal-chef de service des Eaux et Forêts du ressort dans lequel l'animal a été tiré.

Dans ce cas, le gibier :

- 1^o doit être muni de deux plombs numérotés fixés, l'un à la patte antérieure droite, l'autre au massacre;
- 2^o doit être accompagné d'un certificat dressé par un membre du personnel de l'Administration des Eaux et Forêts ou de la gendarmerie locale, attestant que le gibier en question a été réellement tué sur un des territoires visés à l'article 2.

Le certificat mentionnera la catégorie du gibier, les numéros des plombs susvisés et la destination de l'animal.

Art. 4. Les gouverneurs des provinces de Luxembourg et de Namur, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 1986.

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région Wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 86 — 1340

**3. JULI 1986. — Erlass der Exekutive zur Regelung der Ausübung der Jagd
in gewissen Gebieten der Wallonischen Region**

Aufgrund des Jagdgesetzes vom 20. Februar 1882 und insbesondere der Artikel 1 und 10, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1963 und durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 1972;

Aufgrund des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen und insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5; Aufgrund der E.W.G.-Richtlinie 79/409 des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wilden Vögel und insbesondere ihres Artikels 9, Punkt 1, Lit. a;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der Absprache der betreffenden Exekutiven vom 7. Mai 1986 gemäss Artikel 6, § 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 13. Juni 1986 zur Festlegung der Eröffnung und der Schliessung der Jagdsaison 1986-1987 in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für das Jagdwesen;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 16 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In Anbetracht des allgemeinen Interesses, sowohl in weidmännischer als in forstlicher Hinsicht, einer Regelung der Jagd durch eine rationelle Selektion des Wildes, um eine Verbesserung der Arten zu erhalten und eine ansehnliche Verminderung der Schäden am Wald zu erreichen;

In der Erwägung, dass die Erlasse betreffend die Jagderöffnung vor Beginn der Jagdsaison erlassen werden müssen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region :

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 1 und 2 des Erlasses der Exekutive vom 13. Juni 1986 zur Festlegung der Eröffnung und der Schliessung der Jagdsaison 1986-1987 in der Wallonischen Region :

— ist das Erlegen der männlichen und weiblichen Hirsche auf dem Pirschgang und vom Hochsitz aus vom 15. September bis zum 31. Dezember einschliesslich in den in Artikel 2 dieses Erlasses erwähnten Gebieten erlaubt;

— ist das Erlegen der männlichen und weiblichen Mufflons vom 1. Oktober bis zum 31. Januar einschliesslich in dem in Artikel 2, Punkt 2 dieses Erlasses erwähnten Gebiet erlaubt.

Art. 2. Die Bestimmungen von Artikel 1 finden Anwendung auf :

1^o das Gebiet der Gemeinden Bouillon und Florenville, das innerhalb der Abgrenzung gelegen ist, die namentlich entlang folgenden Stellen und durch folgende Stellen verläuft :

— die Stelle mit dem Flurnamen « La Maison Blanche »;

— ein Teil des Baches « de la Madeleine »;

— ein Teil der Strasse Cugnon-Dohan;

— die östliche Grenze der Gemeindewälder von Bouillon;

— die Strasse, die von der Stelle mit dem Flurnamen « Les Quatre Chemins » in Grand-Hetz (Bouillon) bis zur Grenze des Eigentums von Montagnac verläuft;

— die nördliche Grenze der Gemeindewälder von Florenville (ehemalige Gemeinde Munro);

2° das Gebiet der Gemeinden Saint-Hubert und Nassogne, das innerhalb der zwei Abgrenzungen gelegen ist, die jeweils im Nordosten und im Südwesten der Strasse Nassogne-Champlon gelegen sind, und namentlich entlang folgenden Stellen oder durch folgende Stellen verlaufen :

- der Kilometerstein 6 der Strasse Nassogne-Champlon;
- die Stelle mit dem Flurnamen « Fontaine au Stok »;
- der frühere Hof mit dem Namen « Bois de Grune »;
- die westliche Grenze des Waldes mit dem Namen « Bois de Grune »;
- die nördliche Grenze der Wälder mit dem Namen « Hâte du Cougenoux », « Haies de Grune » und « Hâte de Bè Djouwè »;
- der Kilometerstein 10 der Strasse Nassogne-Champlon;
- die östliche Grenze des Gemeindewaldes von Saint-Hubert « Bôli d'Awenne »;
- das Landgut der Jesuiten;
- Das Tal der Diglette;
- die nördliche Grenze des Staatswaldes von Saint-Hubert;
- die südwestliche Grenze des Waldes mit dem Namen « Bois des Dames »;

3° auf das Gebiet der Gemeinden Beauraing, Gedinne, Daverdisse, Libin, Tellin und Wellin, das innerhalb der Abgrenzung gelegen ist, die namentlich entlang folgenden Stellen verläuft :

- die Strasse Dinant-Bouillon zwischen Kilometerstein 27 und 21;
- die südliche Grenze der Ländereien und Privatwälder von Beauraing (ehemalige Gemeinden Froiddfontaine, Honnay, Pondrôme und Vouche), Tellin (Resteigne) und Wellin (ehemalige Gemeinden Chanly, Halma, Sohier und Lomppez);
- die Strasse von Tellin zur « Barrière de Transinne »;
- die nördliche und westliche Grenze der Gemeindewälder von Libin (ehemalige Gemeinde Transinne);
- die nördliche Grenze der Ländereien von Libin (ehemalige Gemeinde Redu);
- ein Teil der Lesse;
- ein Teil des Baches von Gembes;
- die nördliche Grenze der Ländereien von Daverdisse (ehemalige Gemeinde Gembes);
- die Grenze zwischen den ehemaligen Gemeinden Gembes und Haut-Fays, dann Wellin und Haut-Fays bis zur Strasse Wellin-Gedinne;
- die Strasse Wellin-Gedinne bis zur Stelle mit dem Flurnamen « Scottons »;
- die nördliche Grenze der Ländereien von Daverdisse (ehemalige Gemeinde Haut-Fays);
- die Strasse Haut-Fays-Gedinne bis zur Stelle mit dem Flurnamen « Gribelle » auf der Strasse Dinant-Bouillon.

Art. 3. Ausserhalb der Eröffnungszelten der Jagd, die im vorerwähnten Erlass der Exekutive vom 13. Juni 1986 festgelegt sind, ist der Transport von Wild, das in Anwendung der vorherigen Artikel erlegen worden ist, und das Handeln damit, nur auf den Teilen des Gebietes der vorerwähnten Gemeinden erlaubt, die innerhalb der in Artikel 2 definierten Abgrenzungen liegen.

Der Transport dieses Wildes nach den Altenheimen von Bouillon, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Rochefort, Saint-Hubert oder Villers-devant-Orval sowie nach den nachstehenden Krankenhäusern ist jedoch erlaubt :

- Clinique Notre-Dame de la Miséricorde in Libramont;
- Hôpital Princesse Paola in Marche-en-Famenne;
- Centre hospitalier de Saint-Ode in Lavacherie;
- Institut neuro-psychiatrique in Bertrix;
- Résidence du Val des Seniors in Chanly.

Eine Empfangsbestätigung wird von diesen Einrichtungen verlangt. Diese wird vor dem 31. Januar 1987 an den Herrn Hauptingenieur, Leiter der Wasser- und Forstverwaltung des Gebietes, in dem das Tier erlegt worden ist, gesandt.

Im diesem Fall muss das Wild :

1° mit zwei nummerierten Plomben versehen werden, wovon eine am rechten Vorderbein und die andere am Geweih befestigt werden muss;

2° von einer Bescheinigung begleitet werden, die von einem Mitglied des Personals der Wasser- und Forstverwaltung oder von der lokalen Gendarmerie ausgestellt worden ist, und die bescheinigt, dass das besagte Wild tatsächlich in einem der in Artikel 2 erwähnten Gebiete erlegt worden ist.

Die Bescheinigung gibt die Kategorie des Wildes, die Nummern der obenerwähnten Plomben und den Bestimmungsort des Wildes an.

Art. 4. Die Gouverneure der Provinzen Luxemburg und Namür sind mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 3. Juli 1986.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 86 — 1340

3 JULI 1986. — Besluit van de Executieve waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest wordt geregeld

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op de artikelen 1 en 10, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1963 en bij het koninklijk besluit van 10 juli 1972;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op de richtlijn 79/409/E.E.G. van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende het behoud van de vogelstand, inzonderheid op artikel 1, a;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Executieven op 7 mei 1986, overeenkomstig artikel 6, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van 13 juni 1986 betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1986-1987 in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Raadjacht;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het algemeen belang zowel voor de jacht als voor de bosbouw van een jachtbeheer gesteund op een rationele selectie van het wild met het oog op de verbetering van de soorten en het bekomen van een aanzienlijke vermindering van de aan het bos aangerichte schade;

Overwegende dat de openingsbesluiten van de jacht voor de aanvang van de jachtperiode moeten worden getroffen;

Gelet op de dringende noodzaak;

Op de voordracht van de Minister van het Leefmilieu en van de Landbouw voor het Waalse Gewest,

Besluit:

Artikel 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Executieve van 13 juni 1986 betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1986-1987 in het Waalse Gewest:

— is de bersjacht en de loerjacht op mannelijke en vrouwelijke herten toegelaten van 15 september tot en met 31 december in de gebieden vermeld in artikel 2 van dit besluit;

— is het schieten van mannelijke en vrouwelijke moeflons toegelaten van 1 oktober tot en met 31 januari in de gebieden vermeld in artikel 2, 2°, van dit besluit.

Art. 2. De bepalingen van artikel 1 zijn van toepassing:

1° op het grondgebied van de gemeenten Bouillon en Florenville, gelegen binnen de afrastering die onder meer langs of door de volgende punten loopt:

— de plaats genaamd « La Maison Blanche »;

— een deel van de beek « de la Madeleine »;

— een deel van de weg Cugnon-Dohan;

— de oostgrens van de gemeentebossen van Bouillon;

— de weg naar de plaats genaamd « Les Quatre Chemins » naar Grand-Hez (Bouillon), tot aan de grens van de eigendom van Montagnac;

— de noordgrens van de gemeentebossen van Florenville (vroegere gemeente Muno);

2° op het grondgebied van de gemeenten Saint-Hubert en Nassogne, gelegen binnen de afrasteringen, respectievelijk gelegen ten noordoosten en ten zuidwesten van de baan Nassogne-Champlon, die onder meer langs of door de volgende punten lopen:

— kilometerpaal nr. 6 op de weg naar Nassogne-Champlon;

— de plaats genaamd « Fontaine au Stok »;

— de vroegere hoeve genaamd « Bois de Grune »;

— de westgrens van het bos genaamd « Bois de Grune »;

— de noordgrens van de bossen genaamd « Haie du Creugenoux », « Haies de Grune » en « Haie de Bè Djouwé »;

— kilometerpaal nr. 10 op de weg Nassogne-Champlon;

— de oostgrens van het gemeentebos van Saint-Hubert « Béoll d'Awenne »;

— het domein der Jezuiten;

— de vallei van de Diglette;

— de noordgrens van het staatsbos van Saint-Hubert;

— de zuidwestgrens van het bos genaamd « Bois des Dames »;

3° op het grondgebied van de gemeenten Beauraing, Gedinne, Daverdisse, Libin, Tellin en Wellin, gelegen binnen de afrastering die onder meer langs of door de volgende punten loopt:

— de weg Dinant-Bouillon tussen de 27e en de 21e kilometerpaal;

— de zuidgrens van de landerijen en privé-bossen van Beauraing (vroegere gemeenten Froldfontaine, Honnay, Pondrôme en Vonêche), Tellin (Hestelgrae) en Wellin (vroegere gemeenten Chanly, Halma, Sohler en Lomprez);

— de weg Tellin naar de Barrière de Transinne;

- de noord- en westgrens van de gemeentebossen van Libin (vroegere gemeente Transinne);
- de noordgrens van de landerijen van Libin (vroegere gemeente Bedu);
- een deel van de Lesse;
- een deel van de beek Gembes;
- de noordgrens van de landerijen van Daverdisse (vroegere gemeente Gembes);
- de grens tussen de vroegere gemeenten Gembes en Haut-Fays, vervolgens Wellin en Haut-Fays tot de baan Wellin-Gedinne;
- de baan Wellin-Gedinne tot de plaats genaamd « Scottons »;
- de noordgrens van de landerijen van Daverdisse (vroegere gemeente Haut-Fays);
- de baan Haut-Fays-Gedinne tot de plaats genaamd « Gribelle » op de baan Dinant-Bouillon.

Art. 3. Buiten de openingsperioden vastgesteld door voornoemd ministerieel besluit van 13 juni 1986, zijn het vervoer en het verhandelen van het in toepassing van de vorige artikelen geschoten wild alleen geoorloofd op de delen van het grondgebied van voornoemde gemeenten, gelegen binnen de afbakening waarvan sprake in artikel 2.

Nochtans is het geoorloofd dit wild te vervoeren naar de godshuizen van Bouillon, Marche-en-Famenne, Neuf-château, Rochefort, Saint-Hubert of Villers-devant-Orval en naar de volgende hospitalen :

- Clinique N.D. de la Miséricorde te Libramont;
- Hôpital Princesse Paola te Marche-en-Famenne;
- Centre hospitalier de Saint-Ode te Lavacherie;
- Institut neuro-psychiatrique te Bertrix;
- Résidence du Val des Séniors te Chanly.

Aan deze godshuizen zal een ontvangsbewijs worden gevraagd dat vóór 31 januari 1987 zal worden gezonden aan de e.a. ingenieur-hoofd van dienst van Waters en Bossen van het gebied waarna het dier werd geschoten.

In dit geval zal het wild :

- 1° twee genummerde loodjes dragen, het ene vastgehecht aan de rechtervoorpoot, het andere aan het gewei;
- 2° vergezeld zijn van een getuigschrift opgesteld door een personeelslid van het Bestuur van Waters en Bossen of van de plaatselijke rijkswacht, vermeldende dat bedoeld wild werkelijk in één der door artikel 2 bedoelde gebieden geschoten werd.

Dit getuigschrift zal de categorie van het wild, de nummers van voormelde loodjes en de bestemming van het wild vermelden.

Art. 4. De gouverneurs van de provincies Luxemburg en Namen zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 1986.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Leefmilieu en van de Landbouw voor het Waalse Gewest,

D. DUCARME

F. 86 - 1341

3 JUILLET 1986. - Arrêté de l'Exécutif prenant des mesures temporaires en matière de pêche pour un tronçon de l'Ourthe navigable

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, modifiée et complétée par les lois du 10 juillet 1957 et du 1^{er} avril 1977 et par le décret de la Région wallonne du 21 août 1981 et notamment les articles 8 et 14;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1954 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale modifiée par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juin 1983, notamment les articles 13, 17 et 63;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'il convient de permettre l'organisation du sixième championnat mondial de pêche à la mouche dans des conditions adéquates;

Vu l'urgence, résultant notamment de la nécessité de procéder à un repêchage préalable;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté royal du 13 décembre 1954 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, toute pêche est interdite sur le tronçon de l'Ourthe situé entre le Pont de Nisrumont et le Pont de Maboge, entre le 13 et le 18 septembre 1986 inclus.